

ENQUETE PUBLIQUE

Modification N°3 du Plan Local d'Urbanisme de FLERS Agglo



Tome III

Conclusions et Avis du Commissaire Enquêteur
Enquête Publique du 26 septembre au 28 octobre 2022
Commissaire Enquêteur : D Huguet

<u>I.</u>	<u>GENERALITES</u>	<u>3</u>
	1-1 OBJET DE L'ENQUETE	3
	1-2 LE PORTEUR DU PROJET	3
	1-3 LA DEMANDE	3
	1-4 CADRE ET OBJETS DU PROJET DE MODIFICATION	4
	1-5 RAPPEL DU CONTEXTE LEGISLATIF ET REGLEMENTAIRE	4
<u>II.</u>	<u>L'ORGANISATION ET LE DEROULEMENT DE L'ENQUETE</u>	<u>5</u>
	2-1 L'INFORMATION DU PUBLIC	5
	2-2 LES PERMANENCES	5
	2-3 LA PARTICIPATION ET LES OBSERVATIONS DU PUBLIC	6
	2-4 LE PROCES-VERBAL DE SYNTHESE ET LE MEMOIRE EN REPONSE	6
<u>III.</u>	<u>LES CONCLUSIONS MOTIVEES DU COMMISSAIRE ENQUETEUR</u>	<u>7</u>
<u>IV.</u>	<u>L'AVIS MOTIVE DU COMMISSAIRE ENQUETEUR</u>	<u>11</u>

I. **GENERALITES**

1-1 Objet de l'enquête

A la demande de Mr le président de Flers Agglo, Monsieur le Président du Tribunal Administratif de Caen a décidé de me désigner Commissaire Enquêteur le 07 mars 2022 sous le numéro E 22000018/14 afin de procéder à une enquête publique ayant pour objet :

La demande de modification N°3 du Plan Local d'Urbanisme de Flers Agglo.

(Annexe n°1) Décision du Président du Tribunal administratif de Caen

1-2 Le porteur du projet

Par le présent dossier soumis à enquête publique, FLERS Agglo (porteur du projet) souhaite procéder à la modification N°3 de son Plan Local d'Urbanisme intercommunal.

FLERS Agglo est composée de 42 communes, ce qui en fait une intercommunalité de première importance dans le département de l'Orne.

Située à l'ouest du département de l'Orne, elle s'étend du nord au sud de Cahan et Berjou jusqu'à la Ferté Macé, et de l'ouest à l'est de Saint Clair du Halouze à Briouze. Flers Agglo constitue dans le département de l'Orne et en Basse Normandie un important pôle industriel de production (mécanique, agro-alimentaire...), de recherche (notamment dans le secteur des équipements automobiles) et également de service. Le secteur agricole, partagé entre bocage et cultures, est aussi très développé avec des productions sous signe de qualité tel le camembert, le Pont l'Evêque, le calvados ou le piroiaie.

Flers Agglo est à la croisée des axes routiers Paris – Granville (est-ouest) et Caen – Laval (nord- sud), l'agglomération est également située sur l'axe ferroviaire de Paris à Granville.

Le dossier mis à l'enquête publique a été élaboré par les services de la Direction de l'Aménagement (DAM) de Flers Agglo

1-3 La demande

Par le présent dossier, FLERS Agglo souhaite procéder à la modification N°3 de son Plan Local d'Urbanisme intercommunal.

Cette modification du PLUi est **soumise à enquête publique en application du code de l'urbanisme (article L153-41).**

La procédure de modification du PLUi concerne 14 communes sur les 42 que compte Flers Agglo. En pratique cette modification s'appliquera aux 14 communes de l'ancienne CAPF (Communauté d'Agglomération du Pays de Flers) qui constitue le noyau initial de Flers Agglo. Cette partie de l'agglomération possède son propre PLUi.

Les communes concernées sont : Aubusson, Caligny, Cerisy Belle Etoile, Flers, La Bazoque, La Chapelle au Moine, La Chapelle Biche, Landigou, La Lande Patry, La Selle la Forge, Montilly sur Noireau, Saint Clair du Halouze, Saint Georges des Groseillers et Saint Paul.

1-4 Cadre et objets du projet de modification

Cette demande de modification N°3 s'inscrit dans le cadre du PLUi de Flers Agglo opposable depuis le 19 février 2015. Une première modification a été approuvée le 6 avril 2017, et une deuxième modification avec une révision allégée ont été approuvées le 11 avril 2019.

Cette nouvelle modification incorpore de nombreuses thématiques telles que :

- La réduction de la distance à la règle de réciprocité avec une exploitation agricole
- La correction d'erreurs sur l'annexe du PBIL et sur le zonage
- La mise à jour des emplacements réservés
- La mise à jour des sites agricoles
- Les modifications d'Orientations d'Aménagements Programmés (OAP)
- Les changements de zonage
- La correction de références cadastrales
- La suppression d'Orientations d'Aménagements Programmés (OAP)
- La modification de la servitude de maintien et de renforcement de la diversité commerciale
- La modification de certains articles du règlement

Ces modifications sont présentées et explicitées dans la note de présentation du dossier mis à l'enquête publique.

1-5 Rappel du contexte législatif et réglementaire

Le code de l'urbanisme et notamment les articles :

* L 153-36 et L 153-37, L 153-39 à L153-44, R 153-20 à R153-22

* L 104-1 et L 104-3, R 104-28, R 104-31 et R 104-32

Ainsi que le code de l'environnement et notamment les articles :

* R 122-17 et L 122-4

La décision E 22000018/14 en date du 7 mars 2022 de Monsieur le Président du Tribunal Administratif de Caen.

L'arrêté 22 A 202 en date du 05 septembre 2022 de Monsieur le Président de Flers Agglo,

(Annexe n°2) Arrêté du Président de Flers agglo du
05/09/2022

Ainsi, je considère que le dossier mis à l'enquête publique est conforme à la réglementation

II. L'ORGANISATION ET LE DEROULEMENT DE L'ENQUETE

2-1 L'information du public

Concernant l'enquête en cours, la publicité et l'information du public ont été faites par les différents moyens prévus par la réglementation et conformément à l'arrêté de Mr le président de Flers Agglo.

L'avis d'enquête a été publié dans les journaux suivants :

- les 09 septembre et 26 septembre 2022 dans le journal Ouest-France Orne,
- les 08 septembre et 29 septembre 2022 dans le journal l'Orne Combattante.

(Annexe N° 13) Parutions dans la presse

L'avis d'enquête a été affiché conformément à l'arrêté du président de Flers Agglo du 05 septembre 2022 au siège de Flers agglo et dans les différentes mairies.

J'ai également pu vérifier la présence des affichages à certains endroits (sites des projets de modification).

La commune de Saint Georges des Groseillers a également utilisé son panneau lumineux d'affichage pour informer le public de l'enquête en cours et également de la permanence du commissaire enquêteur tenue dans cette mairie.

(Annexe N°3) Avis de mise à l'enquête publique
(Annexe N° 14) Photographie de l'affichage de l'enquête publique sur différents sites

Les données concernant l'enquête publique ont été mises en accès libre :

- Sur le site Internet de Flers Agglo : <http://www.flers-agglo.fr> dans la rubrique « Mon quotidien » - « Urbanisme » - « L'actualité de l'urbanisme ».
- Sur le site dématérialisé ouvert à cet effet à l'adresse suivante : <https://www.registredemat.fr/pluimodif3>

Le projet a également été mis à disposition du public sur un poste informatique à la maison d'activités Saint-Michel, 25 rue du Mont Saint Michel, à Flers.

Ainsi, je considère que le public a été informé conformément à la loi, de l'existence de cette enquête publique.

2-2 Les permanences

L'enquête s'est déroulée du 26 septembre 2022 au 28 octobre 2022. Le commissaire enquêteur s'est tenu à la disposition du public au cours des quatre permanences, entre ces dates. Celles-ci se sont déroulées dans de bonnes conditions et sans incident.

Enquête publique n° E 22000018/14 du 26/09/2022 au 28/10/2022 – FLERS Agglo - Modification N°3 du PLUi de FLERS Agglo. CONCLUSIONS ET AVIS du Commissaire Enquêteur

Le tableau des permanences tenues par le commissaire enquêteur est le suivant :

Date	Jours	Lieux	Horaires
26/09/2022	Lundi	Flers Agglo	10h00-12h00
11/10/2022	Mardi	La Lande Patry	14h00-16h00
20/10/2022	Jeudi	Saint Georges des Groseillers	10h00-12h00
28/10/2022	Vendredi	Flers Agglo	15h30-17h30

Une pièce spécifique a été mise à disposition du commissaire enquêteur dans les différents lieux d'enquête.

Je considère que j'ai pu tenir des permanences et recevoir le public dans des conditions satisfaisantes.

2-3 La participation et les observations du public

Entre le 26 septembre et le 28 octobre 2022, le public a eu la possibilité de déposer des observations sur les registres papiers, par courrier, par courriel, sur le registre dématérialisé et de rencontrer le commissaire enquêteur,

9 observations ont été déposées sur les registres papiers.

1 observation a été déposée par voie électronique (registre dématérialisé).

1 observation a été déposée par courrier, et aucune par courriel.

Elles ont toutes fait l'objet d'une analyse par le commissaire enquêteur.

Au cours des permanences, le commissaire enquêteur a reçu la visite de 12 personnes ayant déposé 8 observations sur les registres d'enquêtes.

Le registre dématérialisé a fait l'objet de 136 visites, de 133 visionnages et de 158 téléchargements (majoritairement le rapport de présentation), mais seulement d'une seule observation.

Ainsi, je considère que la participation du public a été correcte en termes de dépôt d'observations sur les différents registres et site dématérialisé. J'estime que l'enquête s'est déroulée conformément aux dispositions législatives et réglementaires en vigueur.

2-4 Le procès-verbal de synthèse et le mémoire en réponse

Les observations du public, des PPA et du commissaire enquêteur ont fait l'objet d'un procès-verbal de synthèse remis **le 04 novembre 2022 à 13 h 30 mn** au pétitionnaire, au siège de Flers Agglo à Flers. Lors de la remise du PVS, le commissaire enquêteur a fait part au porteur du projet du déroulement de l'enquête, ainsi que des observations émises par le public, les PPA et le commissaire enquêteur. Il a été précisé au porteur du projet qu'il

disposait d'un délai strict de quinze jours pour faire part de ses réponses et commentaires aux observations présentées, **soit jusqu'au 19 novembre 2022**.

Flers Agglo a envoyé son mémoire en réponse par voie informatique le **18 novembre 2022 à 12 h 28**, confirmé par envoi postal reçu par le CE le 21/11/2022.

Le commissaire enquêteur a apporté les observations qu'il a jugé utile au mémoire en réponse.

Je considère que ce document apporte des informations utiles et complémentaires au dossier tout en maintenant quelques incertitudes. J'ai émis mes observations aux réponses de ce mémoire dans le rapport.

III. LES CONCLUSIONS MOTIVEES DU COMMISSAIRE ENQUETEUR

Le commissaire enquêteur rappelle :

- ✓ Que l'enquête publique s'est déroulée dans les formes de droit, et qu'aucun incident ou manquement de nature à l'entacher n'a été constaté,
- ✓ Que l'information du public s'est déroulée conformément aux règles de droit : parutions dans la presse (2 avis dans deux organes de presse), site internet, affichage des avis, site dématérialisé,
- ✓ Qu'il a pris en compte, pour élaborer ses conclusions, les différentes observations et remarques exprimées avant et pendant l'enquête, soit lors des rencontres et des entretiens qu'il a pu avoir avec différents interlocuteurs (pétitionnaires, administrations, services instructeurs, élus, public), soit à la lecture des différents avis exprimés. Qu'il a pu également s'appuyer sur ses connaissances complétées par ses propres investigations, rencontres et visites, recherches,
- ✓ Que le dossier mis à l'enquête publique comportait tous les éléments nécessaires à la bonne compréhension des enjeux, la note de présentation a permis à chacun une bonne appréhension du dossier,
- ✓ Que le projet n'a pas rencontré d'opposition et a fait l'objet d'avis favorables ou d'avis favorables avec observations, sauf un avis. Parmi les PPA consultées, seule la Chambre d'Agriculture de l'Orne a émis un avis défavorable avec des observations,
- ✓ Qu'il a pris connaissance, avec intérêt, du mémoire en réponse du pétitionnaire permettant de finaliser ses conclusions et son avis. Il souligne qu'après examen de ce mémoire en réponse, une grande partie des réponses ou des compléments d'information apportés a été correctement argumentée et/ou a emporté son approbation, mais qu'il reste néanmoins des points d'interrogations qui peuvent faire l'objet d'améliorations.

Après avoir pris connaissances des différents avis et du mémoire en réponse du porteur de projet, le commissaire enquêteur retient que d'une façon générale :

Enquête publique n° E 22000018/14 du 26/09/2022 au 28/10/2022 – FLERS Agglo - Modification N°3 du PLUi de FLERS Agglo. CONCLUSIONS ET AVIS du Commissaire Enquêteur

- ✓ Le projet consiste en la modification du PLUi approuvé en 1995,
- ✓ Le dossier mis à l'enquête publique est complet et qu'il comporte la décision de la MRAe, ainsi que les 10 avis des PPA,
- ✓ Le projet a fait l'objet d'une concertation avec la MRAe et qu'à la suite de l'avis de la MRAe, Flers Agglo a adapté le contenu de son dossier,
- ✓ Le public n'a émis qu'un nombre modéré d'observations ne portant principalement que sur un seul thème,
- ✓ Seules deux communes consultées ont fait parvenir leurs avis ou délibérations à la date de rédaction de cet avis, à la connaissance du commissaire enquêteur,

Concernant les impacts sur l'environnement et les éventuels risques ou dangers générés par le projet, le commissaire enquêteur retient que :

- ✓ Le projet est compatible avec le SRADET de Normandie,
- ✓ Le projet est compatible avec le Plan de gestion des risques d'inondation,
- ✓ Il y a absence d'impact sur les zones Natura 2000 et les espèces communautaires qu'elles abritent,
- ✓ Le projet de modification du PLUi ne comporte aucune artificialisation nouvelle des sols,
- ✓ La densité initiale du PLUi en matière de logements est respectée et qu'il n'y a pas de consommation de nouvelles surfaces agricoles ou naturelles,
- ✓ La mise à jour des emplacements réservés, la correction des références cadastrales et les changements de zonages sont de nature à simplifier la lecture et la compréhension du document d'urbanisme,
- ✓ La mise à jour des sites agricoles est également nécessaire suite aux cessations d'activité et aux nouvelles constructions, notamment dans le cadre de la mise en œuvre de méthaniseurs,
- ✓ Les modifications des Orientations d'Aménagement et de Programmation sont justifiées par l'évolution des besoins et des demandes exprimés par la population et les professionnels, notamment en matière de logements et de surfaces destinées au développement économique,
- ✓ Dans son mémoire en réponse, Flers Agglo prend en compte un certain nombre de remarques formulées par l'Etat, le Département, des PPA ou le commissaire

enquêteur (obs. 3 de la DDT, obs.1 du Département, obs. 2 CCI, obs. Ville de Flers, obs.1 et 13 du CE),

- ✓ Concernant la modification de l'OAP de « la Jossière » et le passage d'une parcelle de 3 ha de zone AU en zone 1AUZm qui a fait l'objet d'observations de la part des PPA et du CE, et après avoir pris l'attache de celles-ci et avoir examiné le mémoire en réponse de Flers Agglo, j'observe que :
 - L'équilibre entre le centre-ville et la zone sud est respecté pour l'implantation des structures commerciales et artisanales (respectivement 65% et 35%),
 - Le projet Plancaion (résorption de friches industrielles et commerciales), l'implantation du complexe cinématographique et les installations déjà réalisées ou projetées de commerces en centre-ville permettent sa revitalisation en cohérence avec la démarche « Action cœur de ville »,
 - Ce changement de zonage n'obère pas la capacité de la collectivité pour construire de nouveaux logements, en effet les zones 1AU représentent 42,18 hectares pour environ 888 logements (cf Annexes n°19),
 - L'aménagement de la zone intègre les préoccupations environnementales (création de coulée verte, maintien de haies existantes, maintien de zone humide, gestion du pluvial et des énergies...) et sociales démarche RSE – Responsabilité Sociétale des Entreprises, économie circulaire, bien-être des salariés),
 - Les axes routiers et les réseaux sont existants,
 - Il n'y a pas eu d'observations ni de contestations de la part des riverains (un proche riverain n'a pas fait d'observation lors de sa visite pendant une permanence),

En conséquence, j'estime qu'il n'y a pas lieu d'émettre d'observations sur cette modification,

- ✓ Les demandes de classement en terrains constructibles exprimés par le public sur la commune de La Lande Patry ont fait l'objet de réponses circonstanciées et motivées de la part de la collectivité (annexes n° 20, 21, 22, 23 et 24) qui est compétente en ce domaine et fait en l'état preuve de modération pour la consommation d'espaces agricoles et naturels,

Néanmoins sur les points spécifiques qui suivent, le commissaire enquêteur relève que :

- ✓ La modification portant sur la réduction de la distance de réciprocité entre une exploitation agricole ICPE et la parcelle ZH 35 sur laquelle la commune de Caligny a le projet de construire un commerce multi-service a fait l'objet d'importantes remarques notamment de la part de la DDT et de la Chambre d'Agriculture, à la fois sur la forme avec l'emploi de l'alinéa 2 de l'article L111-3 du code rural et sur le fond en raison des problèmes suscités par cette décision.

Sur la forme, le commissaire enquêteur observe que l'alinéa 2 contesté (cf annexe 17) prévoit que dans les parties actuellement urbanisées, des règles différentes pour les distances de réciprocité peuvent être fixées par le PLUi. En l'espèce la parcelle

ZH 315 est située en zone UB définie comme zone urbaine mixte de centralité secondaire correspondant entre autres aux centre-bourgs des communes rurales (cf annexe 18). L'examen de la cartographie (cf annexe 15) indique que cette parcelle est bien insérée dans la zone UB sans discontinuité ni coupure avec le bâti existant, et qu'il est indiqué un bâtiment construit sur cette parcelle. La visite sur place révèle que le bâtiment a été détruit, mais que la parcelle de par sa taille et sa forme ne relève pas d'un intérêt agricole. En conséquence le recours par la collectivité à l'alinéa 2 rassemble des arguments sérieux et convaincants.

Sur le fond, le commissaire enquêteur prend acte des difficultés rencontrées par la commune de Caligny et par Flers Agglo pour trouver un autre emplacement pour ce projet, néanmoins il estime qu'il existe de réels risques de nuisances dues à cette implantation avec des problèmes de voisinage pour les deux parties (odeurs, bruits, circulation, dégradations possibles de bâtiments...). Ces risques peuvent induire des conséquences graves sur les conditions matérielles et économiques à la fois pour l'exploitation agricole existante et pour l'activité future du commerce multi-service. Il importe donc que ces aspects soient étudiés préalablement et fasse l'objet d'un accord précis entre les différentes parties pour anticiper ces possibles conflits futurs.

- ✓ La modification portant sur l'OAP de la gare à Flers a suscité l'inquiétude du public riverain de la rue Victor Hugo. Sur la modification propre qui porte sur la modification des emplacements réservés pour finaliser un cheminement piétonnier en bordure du Ruisseau du « Plancaion », il n'y a pas de contestation majeure et la collectivité a répondu favorablement aux observations du public.

Par contre et de façon indirecte l'OAP aborde dans son texte l'objectif de revoir le plan de circulation des rues Schnetz, Nationale et de la Gare, voisines de la rue Victor Hugo. Les riverains de cette rue ont manifesté leur inquiétude sur les conséquences qu'aurait la modification du plan actuel de circulation sur la rue Victor Hugo avec une augmentation significative de l'insécurité routière, des problèmes de circulation et de stationnement, de bruits et de dégradation du cadre de vie.

Le commissaire enquêteur estime que, même si les problèmes soulevés par le public lors de l'enquête ne relèvent pas directement de la modification proposée, il est important que la ville de Flers et son Agglo se préoccupent de ce sujet et entame une concertation avec les riverains de ces voies de circulation.

- ✓ Le dossier originel prévoyait une implantation de panneaux photovoltaïques dans les zones A et N. La rédaction n'était pas compatible avec le SRADDET, elle faisait l'objet d'un avis défavorable de la Chambre d'Agriculture et soumettait le dossier à une procédure d'évaluation environnementale par décision de la MRAe.

Le porteur de projet a décidé d'abandonner cette décision et de ce fait la réalisation de projets d'énergies renouvelables, notamment photovoltaïques, se trouvent réduites à presque rien dans le dossier soumis à enquête publique.

J'estime que cet état de fait est regrettable dans le contexte actuel de crise énergétique.

IV. L'AVIS MOTIVE DU COMMISSAIRE ENQUETEUR

- Après avoir examiné l'ensemble des éléments relatifs au projet,
- Après une étude et une analyse fine du dossier d'enquête mis à disposition du public,
- Après examen de la réglementation,
- Après plusieurs réunions avec les responsables de Flers Agglo afin de recueillir leurs avis, observations et remarques,
- Après avoir effectué plusieurs visites sur les lieux,
- Après les rencontres avec les élus et les professionnels pour mieux appréhender tous les aspects du projet,
- Après avoir contrôlé les avis de publicité dans la presse, l'affichage dans les lieux publics ainsi que les informations mises à disposition sur le site dématérialisé,
- Après avoir pris connaissance de l'avis de la Mission Régionale de l'Autorité environnementale,
- Après avoir pris connaissance des avis des Personnes Publiques Associées,
- Après avoir pris connaissance des avis émis par les communes consultées (à la date de rédaction du présent avis et à la connaissance du commissaire enquêteur),
- Après avoir siégé et tenu 4 permanences qui se sont déroulées dans de bonnes conditions et sans incident,
- Après l'analyse du mémoire en réponse aux questions des PPA, du commissaire enquêteur et du public,

Sur la forme,

Le commissaire enquêteur estime que :

- ✓ L'enquête publique s'est déroulée dans de bonnes conditions, et que les formes de droit ont été respectées conformément à la législation et à la réglementation en vigueur.
- ✓ Le dossier d'enquête déposé à Flers Agglo, à La Lande Patry et à Saint Georges Des Groseillers, disponible sur le site internet du porteur de projet et sur le site dématérialisé, a permis au public de prendre connaissance du dossier dans de bonnes conditions. La note de présentation a permis à chacun une bonne appréhension du dossier.

Sur le fond :

La commissaire enquêteur juge utile de rappeler :

- ✓ Qu'il s'agit d'un dossier de modification du PLUi rendu nécessaire pour adapter ce dossier d'urbanisme aux demandes des élus, des socio-professionnels et du public,
- ✓ Que le dossier respecte les plans et programmes existants,
- ✓ Que le dossier mis à l'enquête publique n'apporte pas des nuisances, des risques ou des effets sur la santé des populations nouveaux,
- ✓ Que le dossier va dans le sens de la pérennisation de l'activité et du développement économique de l'agglomération tout en ne portant pas atteinte à son environnement,
- ✓ Qu'il n'y a pas d'oppositions à ce projet,
- ✓ Que Flers Agglo présente par ses réalisations antérieures une garantie de sérieux dans la réalisation de son projet.

Mais :

- ✓ Que le projet de réduire la distance de réciprocité entre la parcelle ZH 315 sise à Caligny pour y implanter un commerce multi-service et une exploitation agricole classée ICPE va induire de réels risques de nuisances avec des problèmes de voisinage pour les deux parties (odeurs, bruits, circulation, dégradations possibles de bâtiments...). Ces risques sont de nature à induire des conséquences graves sur les conditions matérielles et économiques à la fois pour l'exploitation agricole existante et pour l'activité future du commerce multi-service et qu'il importe donc que ces aspects soient étudiés préalablement et fasse l'objet d'un accord précis entre les différentes parties pour anticiper ces possibles conflits futurs,
- ✓ Que les inquiétudes exprimées par les riverains de la rue Victor Hugo sur les conditions de sécurité routière et de dégradations de leur cadre de vie en cas de modifications du plan de circulation du quartier de la gare méritent d'être prise en compte, même si elles ne sont pas l'objet direct de la modification soumise à enquête publique,
- ✓ Que l'étude et la planification d'énergies renouvelables, notamment photovoltaïques, soient entreprises rapidement par Flers Agglo et que les dispositions relatives au droit du sol soient prises en compte dans le PLUi. Il importe que le PCAET en cours soit réactivé.

En conséquence, j'émet **UN AVIS FAVORABLE** à la demande de modification n°3 du Plan Local d'Urbanisme de Flers Agglo,

Assorti d'UNE (1) réserve :

- Que le projet de modification de la distance de réciprocité entre l'exploitation agricole existante et la parcelle ZH 315 sise à Caligny devant recevoir un projet communal d'intérêt collectif, fasse préalablement l'objet d'un accord écrit entre les deux parties préservant leurs droits et intérêts.

Et complété de DEUX (2) recommandations :

- Que la modification du plan de circulation du quartier de la gare fasse l'objet d'une étude approfondie et d'une large concertation avec les riverains des voies de circulation concernées.
- Que soit réactivé le PCAET en cours de Flers Agglo et qu'il soit finalisé dans un délai raisonnable permettant d'en transcrire dans le PLUi les dispositions relatives au droit du sol.

Fait à DAMIGNY, le 23 novembre 2022

Le Commissaire Enquêteur :



Daniel HUGUET

* Page de garde : photographies du commissaire enquêteur